

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI) 2025

COHESION SOCIALE



« La Politique de la Ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les Collectivités Territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. »

Article 1 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014

CONTEXTE

Le 24 septembre 2024, la Communauté d'Agglomération Lens-Liévin a signé le nouveau contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » qui constitue le nouveau cap en faveur de la transformation sociale des 21 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette feuille de route, fruit d'une concertation qui a mobilisé 600 acteurs, constitue le socle et l'ensemblier à partir duquel nous devons nous mobiliser collectivement pour améliorer les conditions de vie et développer le pouvoir d'agir des habitants.

Ces 21 quartiers sont répartis sur 19 communes. Ils comptent 55 000 habitants, plus pauvres que la moyenne, touchés par une grande précarité et pour qui les inégalités se creusent. Les facteurs qui permettent d'expliquer ces inégalités sont multiples, à la croisée de plusieurs thématiques (santé et éducation, santé mentale et vivre ensemble, mobilité et emploi, transition écologique et pauvreté, numérique et accès aux droits, etc.)

En cohérence avec sa politique de cohésion sociale, le contrat de ville de la CALL repose sur une stratégie qui vise à :

- prévenir les risques de basculement dans la précarité, enrayer le processus de reproduction des inégalités;
- agir pour permettre aux habitants des QPV de retrouver du pouvoir d'agir, en privilégiant un accompagnement dans des logiques de parcours continus.

Pour y parvenir, la CALL a décidé de renouveler son engagement à travers ses crédits de **droit commun dans le cadre de sa compétence Politique de la Ville**, en maintenant son Appel à Manifestation d'Intérêt Cohésion Sociale.

Celui-ci intervient en complémentarité de la programmation du Contrat de Ville et vise à accompagner des associations du territoire qui, par le biais d'actions socialement innovantes, contribuent à la prévention et la réduction des inégalités.

OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

L'AMI s'adresse aux associations agissant en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Il a vocation à :

- Contribuer à la **stratégie de la CALL** en matière de cohésion sociale visant à mobiliser ses moyens sur les leviers de développement des 21 quartiers prioritaires ;
- Inviter les opérateurs à agir prioritairement sur les QPV pour **répondre à des besoins en complémentarité** des actions du Contrat de Ville ;
- Promouvoir les **démarches expérimentales et innovantes** et les **démarches d'aller-vers** ;
- Valoriser les **actions exemplaires** ;
- Accompagner les petits opérateurs à fort potentiel en matière de développement social ;
- Soutenir davantage les actions qui s'inscrivent dans des **processus de participation des habitants**.

BUDGET 2025

Dans le cadre de sa compétence « Politique de la Ville, **110 000 euros de crédits spécifiques (en fonctionnement)** de la CALL seront fléchés sur l'AMI Cohésion Sociale pour l'année 2025.

PUBLIC CIBLE

Les projets soutenus dans le cadre de l'AMI doivent **concerner majoritairement les habitants résidant en quartier prioritaire** (au moins 60%).

L'association s'engage dans sa présentation à préciser les modalités de mobilisation et de ciblage de ces derniers (sourcing).

ORIENTATIONS PRIORITAIRES DE L'AMI 2025 :

L'AMI financera des actions qui concourent aux ambitions du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » notamment sur les piliers stratégiques 1 et 2, à savoir :

Prévenir - Repérer : pour enrayer les processus de reproduction des inégalités et lutter contre les déterminismes	Agir : Favoriser l'initiative, l'émancipation, redonner du pouvoir d'agir aux habitants en favorisant l'action collective, la proximité et les logiques de parcours
<p>Repérer, observer pour mieux prévenir les inégalités dès la petite enfance jusqu'à l'autonomie des jeunes, en impliquant les parents</p> <p>Prévenir le risque d'isolement par des interventions de grande proximité et éviter le non-recours</p> <p>Mieux repérer, "aller vers", informer et sensibiliser les personnes les plus éloignées des questions de santé/bien-être dans la perspective de construire des parcours de santé adaptés</p> <p>Favoriser de manière coordonnée l'"aller vers", la médiation, l'animation locale et la veille pour lutter contre le sentiment d'insécurité et assurer la tranquillité</p>	<p>Soutenir la réussite éducative via le développement de parcours éducatifs globaux et renforcer la place des parents</p> <p>Améliorer la santé dans les QPV et développer les parcours santé avec les habitants (Santé/Bien-être)</p> <p>Poursuivre et développer les actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie et de l'habitat</p> <p>Accompagner les habitants dans leurs démarches de la vie quotidienne en maintenant des ressources humaines et en luttant contre l'illectronisme (accès aux droits et aux services publics)</p> <p>Faciliter l'accès à l'emploi et agir pour le développement économique dans les quartiers</p>

La participation des habitants est au cœur du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 ». Elle en constitue une ambition forte. Le contrat de ville ambitionne en particulier « de faire de la cohésion sociale le terrain d'expérimentation de la participation des habitants » à travers son Labo de la participation des habitants.

Pour l'année 2025, une attention particulière sera aussi portée aux thématiques prioritaires dégagées par le Labo de la participation des habitants, à savoir :

- la santé / le bien-être ;
- le bien vivre ensemble ;
- la mobilité ;
- la lutte contre l'illettrisme / l'illectronisme.

MODALITES DE FINANCEMENT

Les projets retenus dans le cadre de l'AMI bénéficieront d'un **taux de co-financement** de la CALL sur ses crédits de droit commun **plafonné à 50%**.

Pour les subventions d'un montant supérieur à 10 000€ : le versement sera effectué en deux fois :

- 80 %, après signature de la convention ;
- 20 %, à la réalisation de l'action et sur production du bilan de celle-ci.

Toutefois, **un système de bonification pouvant aller jusqu'à 80% du montant total** pourra être accordé si l'action :

- est portée par des habitants des QPV ou inscrite dans un processus de participation des habitants avéré,
- est innovante socialement,
- est portée par plusieurs opérateurs (portage par plusieurs associations, mutualisation).

PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS

Les dossiers de demande de subvention devront comprendre les pièces administratives suivantes :

- Courrier officiel de demande de subvention à l'attention du Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.
- Relevé d'Identité Bancaire.
- Liste des membres du Conseil d'Administration, liste des membres du bureau, statuts, copie du récépissé de déclaration.
- Dossier de demande de subvention (un exemplaire en version numérique) signé par le représentant légal de l'association ou le porteur de projet.

Les dossiers complets seront étudiés sous la forme d'audition par un **comité de sélection présidé par le Vice-Président en charge de la Cohésion sociale**. Ce comité sera composé de personnalités reconnues pour leur action en faveur de la Politique de la Ville, d'élus, de techniciens de la CALL et d'habitants.

CALENDRIER PREVISIONNEL

17 mars 2025	Lancement de l'AMI
25 mai 2025	Date limite de dépôt des candidatures
Mai/Juin 2025	Instruction des dossiers
Fin juin/Début juillet 2025	Jury de sélection
Septembre 2025	Délibération pour versement des subventions

CONTACTS :

Pour toute information contacter le service Développement Social de la CALL.

Personnes à contacter : Sergine TORCHY

Téléphone : 03 21 790 530 - Mail : contratdeville@agglo-lenslievin.fr + copie à Sergine TORCHY :
storchy@agglo-lenslievin.fr

ANNEXE :

CALL – Quartiers éligibles à la Politique de la Ville 2024 – 2030

Libellé QP	Commune
Camus	ANGRES
République – Cité 4	AVION
Cité Des Brebis	BULLY-LES-MINES, MAZINGARBE
Cité Du Transvaal – Centre	BILLY-MONTIGNY, FOUQUIERES- LES-LENS
Cité 5 – Cité 11	GRENAY, LOOS-EN-GOHELLE
Cité Bellevue	HARNES
Saint-Elie – Fosse 13	DOUVVIN, HULLUCH, HAINES
Cité 12 – 14	LENS
Grande Résidence	LENS, LOISON-SOUS-LENS, VENDIN-LE-VIEL
Cité 2	LENS
Sellier Cité 4	LENS
Calonne – Marichelles – Vent de Bises	LIEVIN
Les Hauts de Liévin – Résidence des Provinces – Cités 9-9bis	LENS, LIEVIN, LOOS-EN- GOHELLE
Blum – Salengro – 109	LIEVIN
3 Cités	MAZINGARBE
Cité 10	SAINS-EN-GOHELLE
Les Blanches Laines Fosse 11 12 13	AVION, SALLAUMINES
Cité des Taberneaux	WINGLES
Quartier du 3/15	MERICOURT, SALLAUMINES, NOYELLES-SOUS-LENS

Trois QPV à cheval entre la CAHC et la CALL :

- Languedoc – Cité 10 (Billy-Montigny, Rouvroy)
- Quartier du Maroc - La Canche (Méricourt, Rouvroy)
- La Plaine du 7 (Courrières, Fouquières-lès-Lens, Montigny-en-Gohelle)